

## Les colons de 1848, des proscrits ? Un mythe tenace et récurrent

Session thématique « Migrations croisées »

*Jeudi 22 juin 2006, matin (9h-11h), amphithéâtre*

La II<sup>e</sup> République marque un moment important de l'histoire de la colonisation de l'Algérie, après une période d'hésitations politiques et d'incertitudes militaires. En effet, la II<sup>e</sup> République s'engage fermement dans une politique d'assimilation administrative et de peuplement de l'Algérie, en refoulant les indigènes. Désormais, on affirme que l'Algérie est le « prolongement de la France ». De vastes étendues de terres semblent s'offrir à la colonisation au moment où sévit une grave crise économique et sociale en France.

Le 19 septembre 1848, l'Assemblée nationale, sous l'impulsion de Lamoricière, vota un crédit de 50 millions de francs pour la création de 42 villages agricoles en Algérie où cette colonisation va doubler le peuplement rural français. Quels en furent les objectifs? Débarrasser Paris des éléments trop turbulents après les journées sanglantes de juin 1848? L'envoi, dès octobre 1848, de Parisiens, à l'exclusion de milliers de candidats provinciaux, pourrait étayer cette thèse de l'utilisation de la conquête pour résoudre les problèmes sociopolitiques intérieurs.

Durant toute la période coloniale on présente ces Parisiens arrivés en Algérie comme de vrais quarante-huitards. Charles-André Julien me demanda d'éclairer ce mystère : comment des hommes imbus d'idées révolutionnaires ont-ils pu devenir des conservateurs endurcis, des « colonistes »? Heureusement, pour résoudre cette énigme on disposait d'archives surabondantes à Aix-en-Provence – dans la série

F80 surtout et à Paris aux archives de la Préfecture; tout est dit dans cet océan de documents : la sélection des candidats pour l'Algérie, les critères de sélection qui ne tendaient à retenir que des hommes sûrs et à éliminer les « enragés des barricades ». Pour compléter cette enquête, nous disposons des rapports des directeurs de village – des officiers « allergiques » à toutes idées subversives qui traitent les nouveaux colons d'« énervés de la capitale » mais qui disent en même temps le refus de ces colons de pratiquer le travail en commun.

Il nous semblait que la cause était entendue : les Parisiens émigrant en Algérie n'étaient ni des déportés, ni des révolutionnaires. L'article que je publiais alors en 1984 dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* me semblait devoir mettre fin définitivement à toute ambiguïté. Le retour de ce mythe, même sous la plume aujourd'hui d'historiens autorisés, nous invite à réfléchir sur les causes de la création et de la persistance des mythes dans le courant de l'Histoire.